

Question présentée par le député :

M. Pierre Eckert

Date de dépôt : 17 mars 2022

Question écrite urgente

Pour la paix, se passer dès demain du gaz russe ?

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une offensive militaire contre l'Ukraine, ce qui a jeté une lumière crue sur les stratégies géopolitiques et la dépendance envers des matières premières, gérées par des régimes autocratiques. La guerre en Ukraine a révélé notre dépendance envers les importations de gaz russe.

En Suisse, 2 bâtiments sur 3 sont chauffés par des énergies de source fossile, tandis qu'à Genève ce ne sont pas moins de 9 bâtiments sur 10. A côté du mazout, le gaz représente environ 20% de la consommation d'énergie en Suisse dont près de la moitié provient de Russie, proportionnellement bien davantage à Genève. La conséquence a été immédiate avec une augmentation marquée des prix pour les ménages et pour l'industrie, de même qu'un risque de pénurie.

Or, ce n'est pas seulement l'approvisionnement qui est en jeu. En effet, l'argent que nous payons pour le gaz finance également la machine de guerre russe. Les exportations de gaz ont rapporté plus de 60 milliards de dollars à la Russie, soit l'équivalent de son budget militaire. C'est pourquoi il faut dès maintenant mettre en œuvre des mesures pour en terminer avec cette dépendance. Le gaz concerne surtout le chauffage et est en grande partie distribué par les SIG qui sont dotés d'une convention d'objectifs avec l'Etat. Cela confère à l'Etat la compétence de demander des garanties sur la provenance du gaz fourni.

Le plan climat et le plan directeur de l'énergie ont été adoptés par le Conseil d'Etat avec des objectifs répondant à l'urgence climatique. La guerre entre la Russie et l'Ukraine exige que le processus de sortie des énergies fossiles soit accéléré. Il n'y a pas que le gaz qui soit par ailleurs concerné ; de

nombreux autres conflits dans le monde dépendent aussi d'enjeux liés à l'accès au pétrole.

Dans ce contexte, je prie le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre aux quelques questions suivantes :

- *Quelle est la quantité de gaz vendu à Genève provenant de Russie ?*
- *Est-il possible à l'avenir de publier régulièrement l'évolution de la quantité de gaz russe vendu à Genève ?*
- *En plus des mesures du plan directeur de l'énergie, est-il possible de prendre des mesures rapides pour réduire notre dépendance envers le gaz de la Russie, pour en devenir le plus rapidement possible totalement indépendants ?*
- *Est-il possible de cesser de promouvoir le gaz en tant que source d'énergie et d'orienter les utilisateurs vers des sources renouvelables ?*

Je remercie par avance le Conseil d'Etat des réponses qu'il saura apporter à ces questions ancrées dans l'actualité.